

FICHE DE POSTE DE CHEF D'ETABLISSEMENT
- Etablissement public social ou médico-social –

Document de référence : Référentiel métier de directeur d'établissement social ou médico-social

I – INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES SUR L'ETABLISSEMENT

Etablissement :

IME&S Lorient Milan
Domaine de Lorient
26760 MONTELEGER

Préciser les établissements concernés en cas de direction commune :

Cotation de la part fonctions de la PFR :

(Si la vacance d'emploi est proposée à plusieurs grades du corps concerné, les cotations respectives pour chaque grade doivent être précisées ci-dessous)

Classe normale : 3
Hors classe : 2,8

Situation géographique, environnement, moyens de communication :

IME et SESSAD Châteaumilan à MONTELIMAR
IME et SESSAD Domaine de Lorient à MONTELEGER et VALENCE
Etablissements distants de 55 kms, 1 heure de route entre les sites.

Type de population accueillie :

Public déficients intellectuels et public avec troubles du neuro développement dont autisme

Services autorisés et nombre de lits/places

IME Lorient	105
SESSAD Valence	28
IME ChâteauMilan	75
SESSAD Montélimar	28

Statut de l'établissement :

☒ **Autonome**

☐ **Non autonome. Collectivité de rattachement :**

Nom - Prénom et coordonnées du directeur intérimaire :

En cours de détermination

Nom - Prénom - Statut du Président du Conseil d'Administration ou de l'assemblée délibérante :

Mme Geneviève GIRARD-présidente du Conseil d'Administration et maire de Portes les Valence

Organigramme de direction indiquant les responsabilités et le positionnement hiérarchique :

L'équipe de direction sur laquelle peut s'appuyer le directeur est la suivante :
-Un directeur adjoint (recrutement en cours)
-2 cadres supérieures socio-éducatif
-Une responsable RH et finances

II – INFORMATIONS STRATEGIQUES

(à remplir par le directeur général de l'agence régionale de santé ou le représentant de l'Etat dans le département)

Les 4 établissements et services sont répartis sur deux secteurs géographiques : Montéleger et Montélimar. Ces sites sont éloignés de 55 kms et environ 1h de route.

Les établissements ont fusionné au 1er janvier 2020.

Les établissements et services sont en cours de contractualisation, les négociations se sont déroulées en 2022 pour une entrée en vigueur du contrat au 1er janvier 2023.

Dans ce cadre et en déclinaison des orientations du Projet régional de santé, les établissements doivent :

- poursuivre la fusion administrative notamment l'harmonisation des pratiques professionnelles et des outils entre les structures...

- diffuser et mettre en œuvre les orientations du projet d'établissement dont l'écriture a été finalisée début 2020,

- mettre en œuvre les orientations et fiches action du CPOM notamment :

- *développer l'inclusion scolaire des enfants : conforter le fonctionnement et l'organisation de l'unité d'enseignement externalisée au Collège de Beaumont les Valence, développer d'autres unités externalisées dans le 1er et second degré sur les deux sites en partenariat avec l'Education Nationale,

- *effectuer la recomposition de l'offre (accueil TSA, public complexe...),

- *former les professionnels à l'évolution des publics et accompagner le changement des pratiques

- *développer les partenariats locaux (Education Nationale, Aide sociale à l'enfance, autres associations et organismes gestionnaires),

- *favoriser et améliorer le climat et le dialogue social : concerter et réunir les instances représentatives du personnel, associer les professionnels et leurs représentants,

- *engager les scénarii du schéma directeur immobilier.

Nom – grade – adresse de la personne ayant rempli la présente fiche :

Laëtitia MOREL – responsable du Pôle Autonomie-délégation ARS de la Drôme

Personne à contacter à l'agence régionale de santé / dans les services de l'Etat compétents :

Laëtitia MOREL – responsable du Pôle Autonomie-délégation ARS de la Drôme

- Outils de la loi du 2/01/2002 mis en œuvre :
- Evaluation interne réalisée ou en cours :
- Evaluation externe réalisée ou en cours :

PROFIL DU CANDIDAT

Profil du candidat attendu par le directeur général de l'agence régionale de santé/le représentant de l'Etat dans le département au regard des caractéristiques du poste établi en liaison avec le président du conseil d'administration :

(Nota : Le profil du candidat est apprécié par le comité de sélection au regard du parcours professionnel, de la formation, des acquis de l'expérience, des compétences et des évaluations du candidat.)

Expérience professionnelle appréciée :

(Projets de coopération, mise en œuvre de projets médicaux, médico-sociaux et sociaux structurant, conduite du dialogue social, conduite du dialogue de gestion...)

- expérience avérée de directeur d'établissement du secteur médico-social,
- expérience en conduite de dialogue social

Connaissances particulières requises / prévues : (en lien avec les spécificités du poste)

- maîtrise de l'EPRD et des mécanismes financiers, budgétaires et comptables,
- connaissance des ressources humaines et du statut de la fonction publique
- démarche qualité,
- connaissance du secteur du handicap et de la législation et réglementation des ESMS handicap.

Compétences professionnelles requises / prévues : (en lien avec les spécificités du poste)

- sens de l'intérêt général et des responsabilités,
- capacité de pilotage des objectifs stratégiques,
- capacités managériales et conduite du changement,
- maîtrise des procédés d'évaluation des activités et de la qualité des prestations,
- aisance relationnelle et adaptabilité,
- bon communicant, aptitude au travail d'équipe et de réseau,
- rigueur et organisation ;

III - MISSIONS ET ACTIVITES

Missions générales, permanentes et spécifiques dans les domaines suivants :

Stratégie (positionnement au sein du territoire, projet d'établissement, politique financière...) :

- Mise en œuvre du projet d'établissement pour les 4 établissements et déclinaison opérationnelle de la feuille de route afférente.
- Pilotage, animation et suivi de la déclinaison des objectifs du CPOM
- Elaboration et présentation d'un EPRD
- Conduite de la démarche d'évaluation

Organisation (gouvernance, organigramme de direction, délégations...)

- Définition et mise en œuvre d'une gouvernance et d'un pilotage des activités des établissements.
- Pilotage et mise en œuvre opérationnelle des fiches actions du CPOM

Coordination externe et interne (coopérations, réseaux, décisions et arbitrages, négociation, ...)

- Harmonisation des outils et pratiques professionnelles entre les différents établissements et services
- Développement de la coopération avec les établissements et services du territoire
- Développement de la coopération avec les acteurs territoriaux : école, enseignant, professionnels de l'aide sociale à l'enfance.

Conduite générale de l'établissement (domaine ressources humaines, financier...)

- Déclinaison du projet d'établissement pour les 4 établissements
- Formalisation et mise en place de la démarche qualité et de la gestion des risques
- Modernisation et harmonisation des systèmes d'information comme outil de pilotage stratégique des établissements.
- Restauration d'une forte cohésion et un bon climat social en organisant régulièrement des réunions de direction, des réunions d'équipe et en palliant rapidement aux éventuels conflits.
- Formalisation de la politique sociale.
- Identification des besoins en compétences sur chaque poste et formalisation de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences pour chaque site.
- Etre garant de la mise en œuvre du projet de vie personnalisé de chaque enfant
- Assurer et faciliter les échanges avec les familles et entretenir l'attention de chacun à la qualité des communications à leur égard
- Veiller au respect des bonnes pratiques professionnelles

Principaux projets à conduire :

- Recomposition de l'offre (création des unités TSA et redéploiement des personnels)
- Développement de l'inclusion scolaire
- Réflexion sur les orientations et scénarii du schéma directeur immobilier
- Inscription dans la dynamique territoriale notamment renforcement et développement des partenariats notamment avec le CH Drôme Vivarais
- Développement et modernisation des systèmes d'informations notamment dans le cadre d'ESMS numérique

IV – INFORMATIONS SUR LA PLACE DE L'ETABLISSEMENT DANS SON ENVIRONNEMENT :

En fonction du type d'établissement :

- Principaux objectifs du SROMS et de la situation de l'établissement au regard du SROMS : SROMS en cours d'élaboration dans le cadre du PRS en cours d'adoption par l'ARS.
- Principaux objectifs du Schéma départemental en faveur des personnes âgées / des personnes handicapées / de la protection de l'enfance – schéma départemental en cours de rédaction ou d'adoption par le Conseil général
- Principaux objectifs du Plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion des personnes sans domicile (PDAHI) – PDAHI en cours d'élaboration par la DDCS

Objectifs du PRS et du SROMS et plan d'action à décliner au sein du territoire : (complété par le DGARS)

Un parcours de santé tourné vers l'inclusion en milieu ordinaire et l'accès au droit commun.

L'enjeu porte sur la transformation de l'offre sur le champ du handicap, dont le Zéro sans solution constitue le fondement de la démarche.

9 objectifs spécifiques :

- *mettre en place une politique de prévention (ex : dépistage organisée des cancers)
- *favoriser l'accès aux soins des personnes en situation de handicap (handiconsult)
- *améliorer repérage, dépistage et diagnostic des troubles du développement et favoriser une précocité des accompagnements (développement fonctions ressources dans le cadre d'une graduation de l'offre, positionnement des CMPP)
- *favoriser la scolarisation en milieu ordinaire (ex : adapter et développer l'offre SESSAD, externaliser les UE, DITEP)
- *favoriser accès à une qualification et à l'emploi, assurer maintien dans l'emploi (ex : déployer dispositifs d'emploi accompagné, ESAT de transition, projets professionnels pour les 16/25 ans)
- *favoriser l'accès à l'habitat inclusif (2 projets par département)
- *renforcer l'offre d'accueil et d'accompagnement spécialisée aux handicaps nécessitant un étayage renforcé
- *accompagner l'avancée en âge des personnes en situation de handicap
- *adapter les modes d'interventions aux évolutions des besoins (ex : accompagner et soutenir l'évolution des pratiques par la formation, développement des services et modes ambulatoires, développement formules de répit)

Situation de l'établissement au regard des priorités du PRS et du SROMS (complété par DGARS)

--

Objectifs du Schéma départemental (préciser si PA, PH ou protection de l'enfance) et situation de l'établissement au regard de ces priorités

--

Objectifs du PDAHI et situation de l'établissement au regard de ces priorités

--

Projet d'établissement :

Démarches, état de réalisation, organisation et pilotage de la démarche

Projet d'établissement 2020-2025 dont les axes principaux sont les suivants :

- Proposer un accueil de nuit diversifié
- Formaliser un projet d'accompagnement des personnes avec TSA
- Se préparer à l'accueil de personnes avec troubles plus importants
- Repenser l'unité d'enseignement
- Faire évoluer l'offre sessad et soutenir l'offre de soins
- Développer un projet qualité
- Développer le projet social

Convention tripartite / Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens:**En cours de signature**

Signé pour la période de : 2023-2027

Appartenance à une direction commune :Direction commune préalable à la fusion administrative ayant lieu le 1^{er} janvier 2020.**Nombre total de sites et distance entre chacun :**

2 sites distants de 55 kms, 1 heure de trajet. A noter une extension du SESSAD sur Nyons depuis septembre 2022

Appartenance à un (ou plusieurs) GCSMS :

Objet :

Créé le :

Nombre de membres :

Autre forme de coopération (à préciser) :**V-CHIFFRES CLEFS SUR L'ETABLISSEMENT****V – 1) Budgétaires**

- Charges et recettes du résultat comptable

IME DOMAINE DE LORIENT

CHARGES	COMPTE ADMINISTRATIF (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE ADMINISTRATIF (n-1)
Groupe I			404 867,47
Groupe II			2 702 754,20
Groupe III			527 663,39
Groupe IV			
Total			3 635 285,06

RECETTES	COMPTE FINANCIER (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE FINANCIER (n-1)
Groupe I Groupe II Groupe III			3 631 148,69 (3 443 096,17 + 173 271,02 + 14 781,50)

IME CHATEAU MILAN

CHARGES	COMPTE ADMINISTRATIF (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE ADMINISTRATIF (n-1)
Groupe I			369 059,55
Groupe II			1 952 994,84
Groupe III			154 556,69
Groupe IV			
Total			2 476 611,08

RECETTES	COMPTE FINANCIER (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE FINANCIER (n-1)
----------	------------------------	------------	------------------------

Groupe I Groupe II Groupe III			2 359 456,23 (2 328 189,99 + 24 573,11 + 6 693,13)
-------------------------------------	--	--	--

SESSAD DOMAINE DE LORIENT

CHARGES	COMPTE ADMINISTRATIF (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE ADMINISTRATIF (n-1)
Groupe I			45 882,76
Groupe II			357 514,00
Groupe III			34 969,43
Groupe IV			
Total			438 366,19

RECETTES	COMPTE FINANCIER (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE FINANCIER (n-1)
Groupe I Groupe II Groupe III			438 534,26 (437 476,97 + 678,47 + 378,82)

SESSAD CHATEAU MILAN

CHARGES	COMPTE ADMINISTRATIF (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE ADMINISTRATIF (n-1)
Groupe I			13 856,31
Groupe II			328 355,22
Groupe III			17 528,14
Groupe IV			
Total			359 739,67

RECETTES	COMPTE FINANCIER (n-2)	EPRD (n-1)	COMPTE FINANCIER (n-1)
Groupe I Groupe II Groupe III			355 256,02 (354 968,49 + 4,52 + 283,01)

(Montant par titre en M€)

Commentaires sur la situation budgétaire :

Une DGC au 1^{er} janvier 2023 à hauteur de 7,4M€
Des établissements équilibrés et une situation financière saine, toutefois une vigilance spécifique à avoir dans le cadre de futurs prochains immobiliers.

Pour les dépenses :

MONTANT DES INVESTISSEMENTS	REMBOURSEMENT DE LA DETTE
Programme d'investissement 2017- 2022 : 1 861 000 €	Autofinancement + 400 000 € ARS

Pour les recettes :

MONTANT DES EMPRUNTS	MONTANT DES AMORTISSEMENTS	MONTANT DES PROVISIONS	AUTRES (Autofinancement, subvention...)

Indicateurs de performance financière :

Taux de marge brute n-2/n-1

CAF nette mobilisable (CAF – Remboursement en capital des emprunts antérieurs) pour n-2/n-1

Durée apparente de la dette n-2/n-1

Programmes d'investissement en cours ou programmé pour les trois prochaines années:

Réflexion en cours sur le schéma directeur immobilier notamment sur le site montilien (Cf fiche action CPOM afférente).

- **Les ressources humaines**

(ETP des personnels - Source SAE)

ETP médicaux

- dont médecin coordonnateur

ETP non médicaux

- dont personnels de direction et administratifs (dont AAH, ACH)

- dont personnels des services de soins (dont cadres de santé)

- dont personnels éducatifs et sociaux (dont cadre socio-éducatif)

- dont personnel médico-techniques

- dont personnel de rééducation

- dont personnels techniques ouvriers

Commentaires sur les effectifs : *(Démographie personnel et difficultés éventuelles à recruter du personnel qualifié...)*

Quelques indicateurs de RH (source bilan social) :

Taux d'absentéisme :

Taux de turn-over :

Nombre moyen de jours de formation par agent :

V – 2) Activité

Nombre de journées réalisés en n-1 :

Taux d'occupation en n-1 :

Derniers GMP/PMP validés :

Convergence tarifaire en cours :

Commentaires sur la situation de l'établissement dans sa zone d'attraction et / ou dans son territoire au regard des autres établissements publics ou privés concurrence, complémentarité, partenariat... :

Commentaires sur la nature et le niveau des activités (points particuliers, difficultés...) :

VII- SYNTHESE DES POINTS FORTS ET DES POINTS FAIBLES

Etablissements et services bien implantés et reconnu sur le territoire-proximité des centres urbains de Valence et Montélimar
Bon niveau de qualification des professionnels et bonne expertise
Réponses diversifiées pour les enfants et les adolescents
Travail partenarial qualitatif avec les autres associations et partenaires du territoire
Des ateliers pré professionnels qualitatifs
Une situation financière saine

Une insuffisance d'adaptation des locaux et une vétusté de certains
Une problématique d'accessibilité pour l'IME de Montéléger (absence de transports de droit commun)
Un besoin d'adaptation aux nouveaux profils de public (formation, accompagnement changement pratiques...)
Un accroissement des compétences pour des prises en charge précoce à prévoir
Des partenariats à renforcer avec l'Education nationale et la pédopsychiatrie

VIII-LISTE DES DOCUMENTS POUVANT ETRE REMIS AU CANDIDAT SUR SA DEMANDE

Toute demande sera étudiée.

Les documents suivants sont notamment disponibles : projet d'établissement, convention tripartite, CPOM, compte administratif n-1, rapport de la chambre régionale des comptes...

Personne à contacter pour la communication de ces documents :

Laëtitia MOREL-responsable du pôle Autonomie-ARS délégation de la Drôme

Le directeur général de l'ARS/ Le représentant de l'Etat dans le département de...